

**MARCHE PUBLIC DE SERVICES
PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES
(CCAP)**

Acheteur

État - Ministère du Partenariat avec les territoires et de la Décentralisation -
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
Auvergne-Rhône-Alpes

Représentant de l'Acheteur

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
Auvergne-Rhône-Alpes – le chef du service mobilité, aménagement, paysages
désigné par l'arrêté de subdélégation en vigueur

Objet du marché

Études acoustiques A75 Cantal - Mission géotechnique

Remise des offres

Date et heure limites de réception : **20 NOVEMBRE 2024 à 12h00**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

	Pages
1 ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	4
1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché.....	4
1-2.2. Notification des décisions.....	5
1-2.3. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques.....	5
1.3 Point de départ du délai d'exécution.....	5
1.4 Décomposition en tranches et en lots.....	5
1.5 Obligation de confidentialité.....	5
1-5.1 Obligation de confidentialité.....	5
1-5.2 RGPD (Règlement général sur la protection des données).....	6
1.6 Dispositions générales.....	6
1-6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	6
1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers.....	7
1-6.3. Assurances.....	7
1-6.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	8
1-6.5. Réalisation de prestations similaires.....	8
1.7 Clauses environnementales.....	8
2 ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	8
3 ARTICLE 3. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	9
4 ARTICLE 4. PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX.....	9
4.1 Tranche(s) optionnelle(s).....	9
4.2 Contenu des prix – Règlement des comptes.....	9
4.3 Variation dans les prix.....	10
4.4 Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	11
4.5 Paiement direct des sous-traitants.....	12
5 ARTICLE 5. DÉLAIS, CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ – PÉNALITÉS.....	12
5.1 Période de préparation.....	12
5.2 Délai d'exécution.....	12
5.3 Conditions d'exécution.....	12
5.4 Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire.....	13
5.5 Pénalités pour retard.....	13
5.6 Pénalités pour violation des obligations de confidentialité et de la réglementation RGPD.....	13
5.7 Pénalités pour non respect de la réglementation en matière de travail dissimulé.....	14
5.8 Pénalités pour non respect des normes en vigueur.....	14
6 ARTICLE 6. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	14
6.1 Retenue de garantie.....	14
6.2 Avances.....	14
7 ARTICLE 7. RÉCEPTION - ACHÈVEMENT DE LA MISSION.....	15
7.1 Admission des prestations.....	15

7.2 Délais d'admission des prestations.....	15
8 ARTICLE 8. RÉSILIATION.....	15
8.1 Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particulier.....	15
9 ARTICLE 9. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	16

1 ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le marché concerne :

la réalisation d'une mission géotechnique dans le cadre des études acoustiques sur A75 Cantal aux lieux-dits Le Pirou et La Bessaire. Cette mission géotechnique comprend :

- la réalisation de sondages et essais, ainsi que leur analyse,
- une étude de niveau G2-AVP « étude géotechnique de conception » en phase avant-projet,
- une étude de niveau G2-PRO « étude géotechnique de conception » en phase projet,
- une mission de niveau G2-ACT « étude géotechnique de conception » en phase de consultation des entreprises et d'établissement des contrats de travaux.

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : commune de Saint-Georges lieu-dit Le Pirou et commune de Val d'Arcomie lieu-dit La Bessaire (Cantal, A75).

Les prestations sont décrites dans le CCTP.

Les résultats de ces prestations sont détaillés à l'article 1.3 du CCTP «Résultats attendus ». Ces résultats seront notamment utilisés par l'acheteur pour toute publication, diffusion ou communication liées aux missions de la DREAL Auvergne - Rhône-Alpes.

1.2 Représentation de l'acheteur et forme des notifications

1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter l'acheteur auprès du titulaire :

1. Le chef de service ou son représentant pour assumer notamment les fonctions suivantes :

- a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG Prestations Intellectuelles) ;
- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG PI) ;
- c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution

du marché, des décisions de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 29 du CCAG PI).

2. Le chef de pôle ou son représentant pour assumer notamment les fonctions suivantes :
- a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG PI) ;
 - b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG PI) ;
 - c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
 - d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
 - e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 28 du CCAG PI).

1-2.2. Notification des décisions

Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans l'acte d'engagement, le titulaire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché.

1-2.3. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

Les notifications seront effectuées via la plate-forme des achats de l'État, à cette fin l'adresse courriel communiquée dans l'acte d'engagement doit être pertinente.

1.3 Point de départ du délai d'exécution

Le point de départ du délai d'exécution est la date de notification du marché.

1.4 Décomposition en tranches et en lots

La prestation formant un ensemble cohérent et homogène, il n'est pas prévu de décomposition en tranches ni en lots.

1.5 Obligation de confidentialité

1-5.1 Obligation de confidentialité

Tous les résultats, rapports relatifs aux prestations géotechniques demandés et admis par le maître d'ouvrage, sont la propriété de celui-ci. La consultation par un tiers, la mise à disposition à un tiers ou la copie à un tiers est interdite sauf accord préalable du maître d'ouvrage.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 5.6 du CCAP.

1-5.2 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale, le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.3 du présent CCAP.

1.6 Dispositions générales

1-6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG PI.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution

du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles R 2193-1 à 2 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°
du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 4-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

1-6.3. Assurances

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage et aux autres intervenants, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'exécution des prestations avant ou en complément à l'article 9.1 du CCAG après son exécution.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux

mêmes conditions de garantie. Sans rappel du RPA, ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur en complément de l'article 9.1 du CCAG au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-6.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre les renseignements exigés par les articles R 2193-3 à 4 du CCP.

1-6.5. Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R 2122-7 du CCP.

1.7 Clauses environnementales

Conformément à l'article 16.2 du CCAG, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

- Au titre de la protection de l'environnement, dans le cadre de l'exécution du marché, les productions et échanges se font principalement en version dématérialisée.
- De même, sauf demande contraire du maître d'ouvrage, les réunions de restitution sont organisées préférentiellement en visioconférence.
- Le titulaire optimise le bilan carbone lié à cette mission géotechnique en optimisant ses déplacements, en réduisant son impact au maximum sur les écosystèmes (accès aux sites de forages) et en favorisant des engins répondant à des normes récentes de consommation de carburant et d'émission de gaz à effet de serre.

2 ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

A - Pièces particulières :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original

conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;

- Le CCTP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- La décomposition du prix global forfaitaire ;
- Le mémoire technique et explicatif de l'entreprise ;
- Les avenants et les actes spéciaux postérieurs à la signature du marché.

B - Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 4 du présent CCAP.

- Le CCAG applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles – approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

3 ARTICLE 3. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG PI sont seules applicables.

4 ARTICLE 4. PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX

4.1 Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

4.2 Contenu des prix – Règlement des comptes

4-2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG PI sont seules applicables.

4-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global forfaitaire.

Ce prix comprend toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement de la mission (y compris les déplacements et frais annexes aux déplacements).

4-2.3. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG PI.

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 11.7 du CCAG-PI, le titulaire adresse au Maître d'ouvrage le projet de décompte et solde

correspondant aux prestations fournies, en précisant leurs prix évalués en prix de base et avec et hors T.V.A.

En application au CCP article D2192-1 à 3 concernant la facturation électronique, la dématérialisation s'appliquera au présent marché.

Modalités de transmission des pièces de paiement :

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail «Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché,
- Le numéro de SIRET de l'État.

4-2.4. Modalités de paiement des avances acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le RPA.

Toutefois, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

4.3 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

4-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 4-3.3 et 4-3.4.

4-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du présent CCAP.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m0).

4-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prestations faisant l'objet du marché est l'indice Syntec.

Il est publié sur la page d'accueil du site <http://www.syntec.fr>

4-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

4.4 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de l'auto-liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des

Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

4.5 Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R 2193-10 à 21 du CCP, complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

5 ARTICLE 5. DÉLAIS, CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ – PÉNALITÉS

5.1 Période de préparation

Il n'est pas fixé de période de préparation.

5.2 Délai d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

5.3 Conditions d'exécution

Le titulaire doit fournir les prestations décrites dans sa proposition conformément aux prescriptions du cahier des charges. La prestation s'effectue selon les règles de l'art de la profession. La proposition ainsi que toute documentation afférente sont rédigées en langue française.

Des réunions de travail, à des étapes clés du marché seront organisées par le maître d'ouvrage. Le titulaire y est représenté, au minimum, par le chef de projet accompagné de toute personne dont la présence est manifestement nécessaire. Ces réunions ont pour but la mise au point des productions et de constater l'état d'avancement des prestations selon le calendrier remis lors de la remise des offres et le cas échéant de prévenir ou de régler les difficultés.

Afin d'exposer régulièrement le résultat de son travail au maître d'ouvrage, le titulaire s'engage à se rendre aux convocations du maître d'ouvrage avec ses chefs de projets. Les frais de déplacement et les heures de présence effective dans les locaux du maître

d'ouvrage quel que soit le nombre de participants du titulaire, sont réputés être pris en compte par les prix forfaitaires rémunérant les prestations nécessitant ces réunions. Une base de nombre de réunions est identifiée pour chaque phase (voir décomposition du prix global et forfaitaire).

Les prestations feront l'objet de validation. On entend par « validation » le moment où la production est conforme aux observations émises par le maître d'ouvrage lors de son contrôle.

5.4 Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

5-4.1. Accès et consignes

Le titulaire transmet à la maîtrise d'ouvrage un planning d'intervention au moins 3 semaines avant les sondages pour validation de la maîtrise d'ouvrage.

Après validation, il prend contact avec les gestionnaires des routes concernés pour veiller à la mise en sécurité de son chantier et valider les points d'accès aux différents sites de sondage.

5-4.2. Personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de la personne publique. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de la personne publique.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

La personne publique se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations.

5.5 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG PI.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, la pénalité journalière est fixée à 500 €.

5.6 Pénalités pour violation des obligations de confidentialité et de la réglementation RGPD

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG PI, en cas de non-respect des obligations de confidentialité et de la réglementation RGPD, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000€ par obligation.

5.7 Pénalités pour non respect de la réglementation en matière de travail dissimulé

Seules les stipulations du CCAG s'appliquent.

5.8 Pénalités pour non respect des normes en vigueur

En cas de non-respect des normes en vigueur, une pénalité égale à 5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur s'applique.

6 ARTICLE 6. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

6.1 Retenue de garantie

Sans objet.

6.2 Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du marché est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 30 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 30 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des titulaires groupés conjoints, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

7 ARTICLE 7. RÉCEPTION - ACHÈVEMENT DE LA MISSION

7.1 Admission des prestations

Les stipulations du CCAG PI sont seules applicables.

7.2 Délais d'admission des prestations

L'approbation consiste en l'acceptation par le représentant de l'acheteur des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de deux mois.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le représentant de l'acheteur ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

8 ARTICLE 8. RÉSILIATION

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 et 36 à 42 inclus du CCAG, avec les précisions suivantes :

8.1 Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particulier

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG PI complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39 du CCAG.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément à l'article R 2143-8 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître de l'ouvrage signataire du marché peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assorti d'un délai ; à défaut

d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R 2143-8 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision du maître de l'ouvrage signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.

9 ARTICLE 9. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

L'article 1-6.3. du CCAP déroge à l'article 9.2 du CCAG

L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG

L'article 5.5 du CCAP déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.2 du CCAG

L'article 5.6 du CCAP déroge à l'article 14.2 du CCAG

L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 11.1 du CCAG

L'article 8-1 du CCAP déroge à l'article 39.2 du CCAG